

Lorsque le Canada aura accueilli, avant la fin de l'année en cours, les 60 000 réfugiés indochinois qu'il s'est engagé à recevoir, quelque 125 millions de dollars auront été consacrés à cette seule fin par le gouvernement fédéral canadien. Plusieurs millions de dollars supplémentaires seront déboursés par les gouvernements provinciaux et municipaux et par le secteur privé.

C'est la troisième fois que nous nous réunissons pour rechercher ensemble les moyens les plus aptes à secourir la population du Sud-Est asiatique. Grâce aux efforts déployés, notamment par de nombreux pays voisins, le pire a heureusement pu être évité. A cet égard, vous me permettrez de rendre un hommage particulier au gouvernement de la Thaïlande qui, par sa politique d'accueil, continue de donner aux autres nations du monde un exemple admirable de solidarité humaine. Notre gratitude et notre admiration vont également aux agences des Nations Unies et au Comité international de la Croix-Rouge pour l'oeuvre incomparable qu'ils poursuivent. Ceci dit, personne n'ignore qu'il reste encore énormément à faire. Comment ne pas apitoyer sur l'existence misérable qui continue d'être le sort quotidien de millions de Cambodgiens, qu'il s'agisse de ceux qui sont toujours au Cambodge ou de ceux qui ont cherché refuge en Thaïlande ou dans les camps temporaires à la frontière.

Nous n'avons jamais sous-estimé la complexité et les difficultés des opérations de secours à entreprendre. Malgré les efforts de tous les participants, on rapporte toujours des blocages dans le système de distribution et des détournements indus de victuailles. Si, par ailleurs, comme en fait rapport le groupe de travail inter-agences, des améliorations sensibles se sont produites, il n'en demeure pas moins que de nombreux éléments du système de distribution devront être renforcés et développés si l'on veut atteindre les objectifs prévus pour le reste de l'année. Nous avons noté avec plaisir que de nouvelles installations portuaires ont été mises à la disposition des agences, que plus de camions, de barges et de remorqueurs sont disponibles et que des programmes d'entretien des véhicules sont maintenant opérationnels. Nous nous félicitons aussi du fait que les autorités de Phnom Penh aient permis à un nombre accru de représentants de diverses agences de travailler sur place au Cambodge.

Mais il faudra que tous ces efforts, tant multilatéraux que bilatéraux, soient accrus considérablement si l'on veut en arriver à rendre à destination les quelque 35 000 tonnes métriques de nourriture par mois qui sont nécessaires. Si l'on pense que seulement 69 000 tonnes sont parvenues au Cambodge depuis l'automne dernier, on se rend facilement compte de l'énormité de la tâche qu'il reste à accomplir.

L'excellent rapport de Sir Robert Jackson, de même que les interventions de nombreux délégués qui m'ont précédé, nous ont heureusement suggéré toute une série de moyens pratiques qui pourraient, si toutes les parties veulent bien y prêter leur concours, nous rapprocher de notre objectif. Nous donnons donc notre appui le plus entier aux nombreuses suggestions faites tendant à améliorer le ravitaillement de la population cambodgienne, que ce soit par les voies maritimes, terrestres ou aériennes, pour que les secours internationaux parviennent enfin aux civils les plus démunis, en particulier vers les provinces où les besoins sont les plus urgents. Ce n'est d'ailleurs que par un rétablissement progressif de conditions d'existence normales que l'on en arrivera au retour volontaire, dans leur pays, de centaines de milliers de Cambodgiens